



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR

LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Supplément à
CPS 101
11 décembre 2005

Pour imposer l'abrogation de toutes les mesures policières et anti-démocratiques décidées par Chirac, Sarkozy et Villepin, à commencer par la loi établissant l'état d'urgence,

Pour imposer l'abrogation de tous les textes développant la précarité du travail et les petits boulots, à commencer par la loi instaurant le contrat nouvelle embauche (CNE),

Pour supprimer toutes les mesures s'attaquant à la sécurité sociale et aux retraites,

Pour imposer le blocage des loyers et la suppression de tous les cadeaux fiscaux offerts à la bourgeoisie par Chirac et son gouvernement,

Sur quelle orientation faut-il combattre?

Quelle alternative gouvernementale doit-on mettre en avant face au gouvernement Chirac-Sarkozy-Villepin?

Le constat est simple : rarement un gouvernement n'a adopté en si peu de temps autant de mesures réactionnaires contre la population laborieuse et la jeunesse.

Pour ne citer que quelques-unes des dernières décisions: mise en place de l'apprentissage dès 14 ans, qui fait suite à l'instauration du Contrat nouvelle embauche permettant de licencier sans entrave deux ans durant; multiplication des mesures fiscales en faveur de la bourgeoisie alors que le pouvoir d'achat des travailleurs régresse du fait de la hausse de l'essence, du fuel et du gaz, de la hausse insupportable du coût des logements, de l'envolée des impôts locaux, du non remboursement des frais médicaux... Ainsi le gouvernement vient de décider que les assurés sociaux devront payer une franchise de 18 euros pour les actes médicaux supérieurs à 91 euros.

À tout ceci s'ajoute une rafale de nouvelles mesures, – notamment une loi dite « anti-terroriste » qui va mettre l'ensemble de la population sous le contrôle permanent de Sarkozy et de ses sbires, sous le contrôle de l'appareil d'État (police, armée, justice...).

CONTRE CES ATTAQUES, LES TRAVAILLEURS ET LA JEUNESSE SE SONT MOBILISÉS.

Il y a eu en particulier les grèves et les puissantes manifestations de mai-juin 2003 contre la loi Fillon (qui s'attaque aux retraites) et contre la nouvelle loi de décentralisation; puis il y eut la mobilisation des chercheurs et des jeunes chercheurs contre la précarité et pour la création massive de postes de chercheurs-titulaires ; il y a eu les importantes grèves et manifestations de janvier-mars 2005, notamment des enseignants et des lycéens contre la loi Fillon s'attaquant à l'Enseignement public ; il y a eu en octobre la grève massive des marins et personnels de la SNCM que le gouvernement a décidé de privatiser, puis la grève massive - 43 jours durant – des conducteurs et personnels de la STM refusant la dislocation-privatisation des transports publics de Marseille décidée par le maire, Gaudin, vice-président de l'UMP que dirige Sarkozy.

Mais toutes ces grèves se sont conclues par des échecs pour les travailleurs du fait de la politique constante des dirigeants syndicaux : ceux-ci ont refusé tout combat qui pouvait menacer le gouvernement. Ainsi, en 2003, les dirigeants syndicaux refusèrent-ils de répondre à l'exigence formulée par des milliers de manifestants scandant « grève générale ». À cette exigence, ils y opposèrent le « grève reconductible » à la base, c'est-à-dire la dislocation. De même les dirigeants syndicaux ont-ils organisé l'isolement des grévistes de la SNCM puis de la STM ; tous ces dirigeants syndicaux exigeant – tant au niveau national que local – des « négociations » alors que toute l'expérience prouve qu'on ne peut négocier les projets de ce gouvernement, qu'on ne peut que se fixer l'objectif d'infliger une défaite à ce gouvernement.

De même, alors que le 4 octobre, les fonctionnaires avaient montré une fois encore leur détermination à combattre, les responsables syndicaux ont-ils ensuite appelé à la grève catégorie par catégorie (les chercheurs, puis les professeurs du second degré, puis les agents des impôts, etc...) en ordre dispersé, organisant la dislocation de toute

action efficace. C'est dans ce cadre qu'à la SNCF, les dirigeants syndicaux ont appelé à une « grève reconductible » pour exiger « des négociations. Cela ne pouvait que conduire à l'échec.

Mais parce que les travailleurs ont besoin de leurs organisations syndicales, ils doivent s'organiser pour se réapproprier leurs syndicats et pour que les dirigeants soient à leur service.

CONTRE CE GOUVERNEMENT, LA POPULATION LABORIEUSE A UTILISÉ LES ÉLECTIONS.

De même qu'ils ont cherché - par la grève - à briser l'offensive gouvernementale, les travailleurs ont-ils, en utilisant les élections, tenté d'en finir avec ce gouvernement et cette politique. À trois reprises, ils ont infligé une cuisante défaite à Chirac; en mars 2004 (aux élections cantonales et régionales) ils ont voté massivement pour les listes dirigées par le PS et le PCF. En expulsant l'UMP et l'UDF de la présidence de vingt des vingt et une régions, ils ont exprimé leur volonté d'en finir avec Chirac, l'UMP, l'UDF. En votant pour les candidats du PS et du PCF, notamment aux cantonales, puis lors des élections européennes de juin 2004, ils ont indiqué qu'un autre gouvernement était immédiatement possible: un gouvernement du PS et du PCF, sans Chirac. Mais en mars comme en juin 2004, François Hollande et MG Buffet ont expliqué qu'il n'y avait pas d'alternative avant 2007 (au moins), que Chirac était légitime jusqu'en 2007...

À l'occasion du référendum du 29 mai 2005 sur le traité constitutionnel, une troisième fois, les travailleurs ont infligé une claire défaite à Chirac. Une fois encore MG Buffet et Hollande, de même que les dirigeants syndicaux, ont refusé d'exiger le départ de Chirac. Celui-ci ayant été légitimé a donc pu nommer Villepin à la place de Raffarin et poursuivre l'offensive contre les travailleurs et la jeunesse.

La cause fondamentale de la situation que subissent aujourd'hui jeunes et travailleurs est ainsi claire: ce n'est pas faute d'avoir combattu et exprimé leur volonté politique, aussi bien par la grève que par les élections; c'est faute de perspective gouvernementale immédiate, du fait du refus obstiné du PS et du PCF - accompagnés par LO et la LCR- et des dirigeants syndicaux de formuler une alternative gouvernementale immédiate: sans alternative, sans perspective, le combat a jusqu'alors été conduit à l'échec.

RÉVOLTE DANS LES CITÉS : LE RÉSULTAT DU CHÔMAGE MASSIF ET DES DISCRIMINATIONS, SE COMBINANT AVEC L'ABSENCE D'ISSUE POLITIQUE

La révolte dans les cités, plusieurs semaines durant, a comme raison profonde le chômage massif qui touche tout particulièrement la jeunesse dans les banlieues. Ce à quoi s'ajoutent les discriminations à l'embauche, les contrôles policiers à répétition, avec leur lot d'insultes. La mort de deux jeunes à Clichy, les déclarations froidement provocatrices de Sarkozy appelant à nettoyer « *la racaille* » au « *Karcher* » ont fait le reste. La situation créée par la bourgeoisie et les gouvernements à son service sont la seule cause de cette révolte.

Mais la forme prise par cette révolte - incendies de voitures et de bâtiments publics - son absence d'objectif politique, sont imputables à la politique des dirigeants du PS, du PCF et des organisations syndicales qui verrouillent systématiquement tout combat contre ce gouvernement, permettant à celui-ci de poursuivre son offensive contre les travailleurs et la jeunesse. Il ne sert à rien de se lamenter - comme le font certaines bonnes âmes - sur l'absurdité qu'il y aurait à de telles destructions de véhicules et bâtiments. Il faut en donner la raison : c'est l'absence de toute perspective politique, de toute issue pour en finir avec une situation qui dure et s'aggrave depuis plus de vingt ans qui pousse mécaniquement à de telles actions. Et sont totalement responsables de la forme de cette révolte ceux qui ont fermé toute issue politique parce que, défendant le capitalisme, ils protègent ce gouvernement, comme le font MG Buffet et F Hollande, en prétendant que Chirac doit rester jusqu'en 2007.

UNE LOI EMBLÉMATIQUE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS.

C'est parce qu'il est ainsi protégé que Chirac a pu imposer d'abord, pour neuf jours et par décret, la réactivation d'une vieille loi de 1955. Cette loi de guerre coloniale permet les perquisitions jour et nuit, l'établissement du couvre feu, le contrôle de la presse, la fermeture de tous les locaux de réunions. Dans un premier temps, l'*Humanité* et le PCF d'un côté, le PS de l'autre ont avalisé cette décision. Mais la multiplication des protestations, y compris d'un grand nombre de maires PS et PCF refusant le couvre-feu sur leur commune, a contraint Hollande et Buffet à modifier partiellement leur attitude. Les dirigeants du PCF et du PS ont dû ensuite voter contre la prolongation pour trois mois de l'application de l'état d'urgence tandis que les députés UMP et UDF faisaient bloc en votant cette prolongation.

Mais les dirigeants du PS et du PCF se sont bien gardés d'appeler à la mobilisation unie pour imposer l'abrogation de cette loi, c'est à dire à la mobilisation contre le gouvernement et sa majorité UMP-UDF. On a vu, au contraire, F Hollande expliquer que l'on pouvait mettre fin à cet état d'urgence devenu inutile mais que le gouvernement pouvait toujours, en cas de besoin, le rétablir !

UNE LOI CONTRE LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA JEUNESSE.

En réalité, la réactivation de cette vieille loi de guerre coloniale a une fonction politique. (Faut-il rappeler que

lorsque cette loi a été présentée à l'Assemblée, le 29 mars 1955, *l'Humanité*, jugeait que ce texte destiné à « *mater le peuple algérien* » et applicable aussi en France était une « *loi fasciste* ». Aujourd'hui, le gouvernement n'en a guère besoin pour rétablir son ordre dans les banlieues tant l'arsenal répressif est déjà important. Mais il s'en sert comme d'un avertissement et une menace pour l'ensemble de la classe ouvrière et de la jeunesse : le gouvernement Chirac-Sarkozy-Villepin indique que désormais, c'est à ce type de loi qu'il recourra, dans la tradition de la répression contre les mouvements indépendantistes, anti-colonialistes, pour réprimer de prochaines et prévisibles explosions sociales. Emblématique a été l'utilisation de commandos hélicoptères pour arraisonner un bateau occupé par les marins grévistes de la SNCM, et quelques jours plus tard, l'utilisation nocturne d'hélicoptères sur les banlieues pour intimider l'ensemble de la population.

De même la prétention de la majorité UMP d'imposer par la loi que les enseignants fassent l'apologie du colonialisme français: alors que de plus en plus sont mis au grand jour les crimes du colonialisme français, cette loi indique très clairement quel ordre moral prétend imposer ce gouvernement ultra réactionnaire et quelle est la continuité qu'il entend afficher : ce gouvernement inscrit sa politique dans le droit fil des guerres coloniales et du combat frontal contre le mouvement ouvrier.

UN GOUVERNEMENT AFFAIBLI.

Pourtant, ce gouvernement n'est fort que de l'appui que lui apportent ses béquilles politiques : MG Buffet, F Hollande, ainsi que les bureaucrates syndicaux Thibault, Mailly et Aschiéri. En lui-même, ce gouvernement est profondément vermoulu et demeure en particulier marqué par les défaites électorales subies au printemps 2004 ainsi que par la défaite que lui a infligée la population laborieuse lors du référendum du 29 mai. Témoin de cette faiblesse, la capitulation de Sarkozy renonçant à se rendre aux Antilles où les manifestants – scandalisés tout autant par la glorification du colonialisme que par les discours visant à « *nettoyer au karcher* » les banlieues dans lesquelles vivent nombre de travailleurs d'origine antillaise – se préparaient à lui faire un accueil à la hauteur de son arrogance et de ses provocations. De même ce gouvernement manœuvre-t-il aujourd'hui pour tenter de mettre fin aux protestations qui se développent contre la loi d'embellissement des crimes commis contre les peuples colonisés, loi votée par l'UMP en bloc.

VERS DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS.

Le gouvernement le sait : la situation économique et financière de l'impérialisme français est désastreuse. Non seulement il n'a pas les moyens de remédier en quoi que ce soit au chômage et à la misère, mais la défense du capitalisme le conduit à poursuivre ses attaques contre les acquis du mouvement ouvrier. De nouveaux affrontements peuvent éclater à tout moment, en dépit du fait que toute issue politique semble bouchée pour la classe ouvrière et la jeunesse. C'est pourquoi Chirac et son gouvernement ne cessent d'en appeler au « *dialogue social* », à la concertation. Ainsi les dirigeants syndicaux poursuivent-ils avec la Medef, les « *négociations* » sur l'UNEDIC, alors que le patronat a clairement indiqué qu'il fallait porter de nouveaux coups aux droits des chômeurs. De même, alors que le gouvernement a annoncé sa volonté de s'attaquer au statut de la Fonction publique, les fédérations de fonctionnaires acceptent-elles de se rendre aux convocations du ministre. Car tout doit être fait pour que l'ensemble de l'édifice social et politique soit préservé jusqu'en 2007 d'abord, puis au-delà. Et c'est pourquoi le PS et le PCF – ainsi que les dirigeants syndicaux - refusent-ils aussi longtemps qu'ils le peuvent de mettre en avant les véritables revendications de la classe ouvrière ou bien, quand ils y sont contraints, le font-ils en adjoignant à ces revendications des « *propositions* » qui vont dans le sens du gouvernement.

DES REVENDICATIONS POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

C'est ainsi que les dirigeants syndicaux refusèrent-ils d'exiger le retrait pur et simple de la loi Fillon contre les retraites. C'est ainsi que pas un seul des responsables syndicaux de la SNCM ne formula-t-il le refus pur et simple de toute privatisation et que tous acceptèrent dès le début une privatisation partielle ; et aucun d'eux ne demanda le rétablissement du monopole pour la compagnie publique. Et quand la direction du Parti socialiste se voit contrainte de promettre l'abrogation de telle ou telle loi réactionnaire, c'est en précisant aussitôt qu'il ne s'agit pas de rétablir la situation antérieure, que de nouvelles « *réformes* » seront mises en œuvre...

C'est pourquoi il est nécessaire que la classe ouvrière puisse combattre sur ses propres revendications, et imposer que celles-ci soient reprises par ses organisations. En particulier : l'abrogation pure et simple de toutes les lois réactionnaires imposées par Chirac et son gouvernement (lois Fillon, Contrat nouvelle embauche, loi de décentralisation, loi dite « *antiterroriste* », etc...) mais aussi les lois et mesures réactionnaires adoptées par les gouvernements antérieurs telles que : les décrets Balladur contre les retraites, la loi Aubry annualisant le temps de travail, la très anti-démocratique loi de 1955 instaurant l'état d'urgence et le couvre feu...

Au-delà, le combat de la classe ouvrière ne peut que s'ordonner sur quelques revendications fondamentales : l'échelle mobile des salaires, le partage du travail entre tous – sans diminution de salaire – jusqu'à disparition du chômage, le blocage des loyers et la construction massive de logements par l'État, l'expropriation des banques et des trusts placés sous contrôle des travailleurs... toutes revendications qui impliquent de s'attaquer au capitalisme et à son État, en commençant par jeter à bas la Vème République, et d'établir un véritable gouvernement ouvrier.

Cela implique que soit construit un parti ouvrier révolutionnaire. C'est sur cette perspective que tout combat d'ampleur doit s'ordonner ; c'est sur cette perspective que des mots d'ordre transitoires peuvent et doivent être dégagés, mots d'ordre correspondant à la situation présente et permettant en particulier d'apporter une réponse immédiate à la question du pouvoir : compte tenu de l'absence de parti ouvrier révolutionnaire aujourd'hui, compte tenu de la réalité des organisations « ouvrières » aujourd'hui présentes, quelle issue politique immédiate formuler qui soit à même d'offrir une alternative à Chirac-Sarkozy-Villepin ? Quelle issue à même de rassembler toute la population laborieuse et la jeunesse ?

POUR UN GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES : QUELLES ORGANISATIONS ?

Chacun le sait : il n'y a de solution pour en finir avec cette politique réactionnaire qu'en chassant Chirac, Sarkozy Villepin et la majorité UMP-UDF, et le plus tôt sera le mieux ; il n'y a de solution qu'en commençant par porter au pouvoir un gouvernement des organisations ouvrières. C'est une exigence élémentaire qu'il est indispensable de mettre en avant dans tout combat revendicatif qui s'affronte au gouvernement. De cette exigence découle une nécessité plus grande que jamais : **aucune négociation des projets réactionnaires de ce gouvernement !**

Et c'est contre cette exigence élémentaire d'un gouvernement des organisations ouvrières que sont multipliés les obstacles : pour les dirigeants du PS et du PCF, et pour leurs subordonnés politiques, il faudrait d'abord laisser ce gouvernement jusqu'en 2007. Or, en laissant ce gouvernement finir son mandat, on le laisse poursuivre son offensive et on rend plus facile en 2007 une éventuelle victoire d'un candidat issu de ce gouvernement, tel Sarkozy, Villepin ou tout autre représentant direct de la bourgeoisie.

Et si les travailleurs arrivaient néanmoins à se débarrasser de Chirac-Sarkozy-Villepin, on voudrait leur faire accepter une autre forme de gouvernement bourgeois : un gouvernement incluant un ou des partis « ouvriers », dans des dispositifs variés, tous destinés à entraver la classe ouvrière : c'est ainsi que le PS a annoncé l'ouverture de discussions avec le Parti Radical – parti bourgeois, débris du vieux parti colonialiste de l'impérialisme français de l'époque de la IIIème République – et propose à partir de là de rassembler le PCF et les Verts dans la perspective d'un gouvernement type « gauche plurielle » respectueux de la Vème République et du capitalisme.

D'autres, tels la LCR, expliquent : « *plus jamais le PS au gouvernement* » et rêvent d'une candidature unique avec le PCF. Mais la politique de LO et de la LCR – rejetant tout désistement en faveur du PS, comme ils le firent avant l'élection présidentielle de 2002 - prépare de nouvelles victoires pour la bourgeoisie (ou pousse à une alliance du PS avec l'UDF, mais une telle alliance est aujourd'hui considérée comme exclue par le PS). Il est remarquable que LO et la LCR, que les journalistes s'obstinent à qualifier de trotskistes, tournent totalement le dos à l'un des acquis majeur du combat des IIIème et IVème Internationales et de Trotski en particulier : le combat pour l'unité des organisations ouvrières contre la bourgeoisie, le combat pour un gouvernement du Front Unique ; un tel combat ne vise en aucun cas à entretenir la moindre illusion à l'égard de ces partis, mais à souder les rangs des travailleurs contre la bourgeoisie.

Il faut être clair : en l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, (ce que ne sont ni LO, ni la LCR), il n'y a pas d'autre alternative immédiate possible, d'alternative transitoire, en terme de Front Unique, qu'un gouvernement des organisations « ouvrières », c'est à dire des organisations qui ont été construites par la classe ouvrière. Encore faut-il être précis car la confusion est systématiquement organisée entre « partis ouvriers » et organisations bourgeoises et petites bourgeoises. Cette confusion est prônée en particulier par ceux qui - telle la LCR, des éléments du PCF et quelques débris du stalinisme - tout à la fois qualifient les Verts et le Parti radical d'organisation « de gauche » (formule confusionniste) et expliquent en même temps que le PS serait une organisation bourgeoise. Or un gouvernement des organisations ouvrières en France, aujourd'hui, ne peut être qu'un gouvernement des seuls PS et PCF – quelque soient les critiques sans concessions qui doivent être faites à leur politique – un gouvernement sans ministre bourgeois ni cohabitation avec un Président représentant la bourgeoisie.

Bien évidemment ces partis ne changeront pas de nature et ce n'est que par son propre combat, avec une organisation révolutionnaire, que la classe ouvrière pourra imposer la satisfaction de ses revendications et un authentique gouvernement ouvrier. Mais la perspective d'un gouvernement des seuls PS et PCF, immédiatement possible, est un point d'appui pour rassembler tous les travailleurs, incluant ceux qui votent PS ou PCF, avec ou sans illusion, un point d'appui dans le combat aujourd'hui contre Chirac et sa politique.